

Algérie 1988 - Tunisie 2011: une étude comparative.

Kapitalis, 22./23.08.2011

Khadija Katja Wöhler-Khalfallah écrit - Quand plus de cent partis se disputent, c'est le cent et unième qui en profite...

Il y a à peine quelques mois la Tunisie ne connaissait qu'un seul parti dirigeant et une poignée de partis plus ou moins enracinés dans la population, toléré par le régime surtout en guise de mascarade pour suggérer une ouverture démocratique et calmer tous ceux qui n'étaient intéressés qu'aux apparences. Deux autres partis, les communistes et les fondamentalistes, étaient non seulement interdits mais pire encore poursuivis de répressions inhumaines.

Bourguiba le laïc fait le lit de l'islamisme

L'ironie dans tout cela est que Bourguiba, un admirateur d'Auguste Comte, un laïque qui ne regardait qu'avec mépris la religiosité des petites gens, a commencé à encourager la création de l'Association pour la Sauvegarde du Coran, espérant établir un contrepoids aux communistes qu'il craignait intellectuellement bien plus que ces «pauvres arrières».

Ce que Bourguiba n'avait pas pris en considération, c'est que le vacuum religieux qu'il avait renforcé et qu'il avait manqué de remplacer par des idées éclairées, avait fait place à une idéologie fondamentaliste provenant du Moyen-Orient.

Aujourd'hui, à la veille des premières élections libres depuis 55 ans, la Tunisie compte plus de 100 partis, un scénario qui rappelle l'Algérie de 1988.

Passons alors pour un moment par cette Algérie de 1988 pour pouvoir en tirer des conclusions pour la Tunisie de 2011.

Chadli Ben Jedid ouvre la boîte de Pandore islamiste

En 1988, Chadli Ben Jedid, qui se sentait délaissé par les vrais détenteurs de pouvoir derrière le Front de Libération National (FLN), quelques 30 à 40 officiers de l'armée, a décidé de prendre l'offensive. Il a fait un discours enflammé à la suite duquel les protestations dans le pays ont commencé. A la suite de graves émeutes et surtout des événements du 10 octobre 1988, durant lesquels l'armée a tiré en plein dans un groupe de 20.000 personnes, provoquant la mort de 500 jeunes algériens, Chadli pensait que le moment était venu pour initier une nouvelle constitution semi-démocratique qui ne touche pas à ses privilèges mais qui ouvre le champ politique à d'autres partis, de manière à réduire le pouvoir absolu du FLN. Les seuls partis qui existaient déjà étaient le Front des forces socialistes (FFS) de Hocine Aït Ahmed, les parties communistes de l'Algérie, le Parti de l'Avant-garde socialiste (PAGS) et le Mouvement pour la démocratie algérienne (MDA), comme les mouvements fondamentalistes. Étant obligés d'opérer clandestinement, ils n'avaient pas eu l'occasion de faire du travail de base et de récupérer des membres soutenant, sauf les fondamentalistes qui avaient pu profiter de la mosquée, le seul endroit où des rassemblements importants n'étaient pas interdits.

De plus, en Algérie comme en Tunisie et dans la plupart des pays musulmans, la religion a été instrumentalisée au cours des décennies précédentes pour différentes fins, au début pour atteindre un degré de modernisation, puis pour empêcher les masses de s'émanciper politiquement et plus tard pour les instrumentaliser contre les communistes.

Ainsi, vers 1962, le Fln, qui avait combattu tout ses concurrents ou les avait absorbés dans un parti unique, comme les Ulama, se voyait, malgré ses objectifs socialistes, obligé de faire des concessions aux hommes de religion, à ce stade encore traditionnels. La langue arabe, qui avait été presque anéantie sous la colonisation française, devait légitimement être réhabilitée. Pour cela, le gouvernement algérien a adressé, entre autres, une demande à l'Égypte pour lui prêter des enseignants de langue arabe. Nasser, le père du nationalisme arabe, on a profité pour se débarrasser des enseignants qu'il soupçonnait d'être des adeptes des Frères Musulmans. Plus tard, l'Etat Algérien a commencé à introduire un système d'enseignement purement arabe parallèlement à un système bilingue, franco-arabe, sans se préoccuper des contenus enseignés.

20 ans plus tard, une génération diplômée devait se rendre compte qu'elle n'avait aucune perspective sur le marché de travail, tellement elle était sous-qualifiée. Les arabophones, de plus en plus fâchés, renforçaient leurs exigences face à une élite bilingue qui ne ressentait pour eux que du mépris. Au lieu de tout faire pour améliorer leur niveau de vie, leur chance en matière d'instruction, leurs perspectives d'emploi, l'Etat se contentait de leur jeter des miettes empoisonnées. Comme le "Code de la Famille", qui voulait sauver la famille algérienne en réduisant les droits de la femme, ne prenant pas en considération que des coutumes d'une ère passée étaient à l'origine de la misère conjugale. Ou l'établissement, entre 1984 et 1989, d'une université islamique à Constantine pour laquelle l'Etat a fait venir deux Ulamas égyptiens, notamment Muhammad al-Ghazali et Yousouf al-Qaradawi, pour leur offrir un professorat. Précisément, deux des plus importants idéologues des Frères Musulmans.

Mais revenons à 1988. Soudainement, les Algériens se voyaient en face d'une presse qui paraissait ne respecter aucune règle de bon goût, qui semait la confusion au lieu d'apporter de la clarté, parlant de tout et de rien. D'un jour à l'autre, environ 50 partis nouveaux ont trouvé la lumière du jour. Ils n'avaient aucune base dans la population, aucune tradition, aucun mérite, mais tous étaient en concurrence à faire parvenir leurs idées parfois complètement contraires au peuple encore plus confus. Les grands programmes de télévision, introduits uniquement pour donner aux nouveaux partis une plateforme pour présenter leurs programmes, consternaient les spectateurs qui se disaient que l'argent gaspillé aurait pu être mieux investi dans des programmes pour générer du travail et surmonter la pauvreté. Les Algériens avaient l'impression qu'ils étaient livrés à eux-mêmes et que l'Etat n'exerçait plus aucune autorité. En fait il suffisait pour être reconnue comme parti de prouver l'existence d'un programme quelconque et d'avoir au moins 15 membres. D'autres partis comme le Rassemblement pour la culture et la démocratie (Rcd) n'ont été créés que pour poursuivre les intérêts de l'oligarchie au pouvoir et semer des conflits artificiels comme celui soi-disant entre Kabyles et Arabes.

Les conditions objectives de la guerre civile

Dans le même moment, les fondamentalistes, dont les Frères Musulmans (Abbassi Madani), les Salafistes (Ali Belhadj), les Algérienistes (sur la voie de Malik Bennabi) etc., se sont tous réunis, malgré leurs différences d'opinions sur le chemin à parcourir pour arriver au pouvoir, et ont formé une organisation de tête, le Front islamique du salut (Fis), qui a été reconnue par l'Etat, alors que la constitution interdisait la constitution de partis sur une base religieuse. Pendant que les autres se perdaient à accentuer leurs différences marginales, eux se préoccupaient des besoins des gens démunis, ils faisaient de l'assistance sociale, des mariages pour les sans-abris et sans travail, des tutoriels pour les étudiants et de l'aide pour les victimes du tremblement de terre. Les fondamentalistes avaient succès là où l'Etat et la société ont échoué à donner assistance aux plus démunis, à les prendre au sérieux et à leur tendre la main dans le plus grand respect.

La suite est connue. En 1991, le Fis gagne les premières élections ; l'armée intervient et installe un gouvernement provisoire. Une guerre civile est déclenchée. Les salafistes se séparent du Fis, ensemble avec des militants algériens de la guerre d'Afghanistan. Ils commencent leur jihad non seulement contre l'Etat mais aussi contre la société civile. Des femmes enceintes éventrées et des

bébés jetés contre des murs sont les images les plus horribles. Ce qui reste du Fis prend son temps à condamner les actes bestiaux. L'armée, elle aussi, joue son sale jeu ; elle bombarde au napalm des villages tout entiers, sans parler de la torture et de l'humiliation. Cette guerre civile a coûté la vie à 200.000 personnes.

Il y a à peine quelques mois la Tunisie ne connaissait qu'un seul parti dirigeant et une poignée de partis plus ou moins enracinés dans la population, toléré par le régime surtout en guise de mascarade pour suggérer une ouverture démocratique et calmer tous ceux qui n'étaient intéressés qu'aux apparences. Deux autres partis, les communistes et les fondamentalistes, étaient non seulement interdits mais pire encore poursuivis de répressions inhumaines.

Aujourd'hui, à la veille des premières élections libres depuis 55 ans, la Tunisie compte plus de 100 partis, un scénario qui rappelle l'Algérie de 1988, que nous avons présenté dans le premier article.

Une génération éclairée et réaliste

La révolution de 2010-2011 en Tunisie appartient vraiment au peuple. Elle a été lancée par des jeunes, majoritairement sans orientations politiques, puis se sont solidarisés les syndicalistes de la base et à peu près tous les juristes du pays. Cette génération est politiquement bien plus éclairée que celle des Algériens de 1988. Elle ne se donne à aucune illusion, elle est réaliste et sait où se cachent les dangers.

Un de ces dangers qui sème plutôt de l'incertitude et de la désorientation est l'inflation de partis politiques. Honni soit qui mal y pense. L'exemple de l'Algérie montre quelle confusion déjà 50 partis sont capables de semer, qu'en dire de presque cent qui ont émergé en Tunisie comme des champignons. Ce qui importe maintenant c'est de ne pas se laisser perturber par la masse, de bien étudier les programmes et de les faire évaluer par de vrais experts – voilà un devoir important pour la presse. Le reste, il faut juste les ignorer comme s'ils n'existaient pas. Si vraiment ils ont quelque chose à présenter, ils auraient assez d'occasion pour le prouver plus tard. Si on ne parvient pas à dissiper les doutes, le juste milieu serait mieux que les extrêmes des deux côtés.

Quand, pourtant, la télévision nationale tunisienne a transmis quelques cercles de débats entre les représentants de quelques petits partis, elle a renforcé l'impression que certains ont vraiment quelque chose à dire. Dans bien des cas, on a pu être ébloui par le respect du temps restreint accordé à chaque représentant pour étayer ses propositions et surtout pour le respect accordé au concurrent, sauf quelques rares exceptions.

Unifier les rangs autour des grandes lignes à poursuivre

La question qui s'est imposée est, du coup, la suivante: pourquoi les partis qui se ressemblent et présentent de bonnes idées, et qui ne sont pas nécessairement concurrents mais assez souvent complémentaires, ne s'unissent-ils pas pour avoir un impact plus important. Surtout dans cette étape cruciale de passage de la dictature à la démocratie, où les anciens tenants du pouvoir essaient tout pour sauver ce qui pourrait encore être sauvé.

Pour pouvoir résister aux mauvais calculs et éviter que des radicaux ne s'emparent de la nouvelle liberté, il n'y a pas d'autre moyen que d'unifier les rangs entre ceux qui peuvent trouver un accord sur les grandes lignes à poursuivre.

N'oublions pas que le premier but d'un parti c'est d'acquiescer du poids et d'augmenter la chance d'être entendu et de s'imposer dans un monde où une seule personne se perd dans la masse ou se fait anéantir par l'adversaire. C'est un peu comme la branche qui se brise facilement quand elle est seule mais qui devient incassable quand on en prend une poignée de dix ou douze.

Malheureusement les partis ont tendance à ne vouloir agir qu'en concurrents. Chaque parti veut

arriver à lui-seul au pouvoir, coûte que coûte. Ce qui sera fatal dans cette phase de transition où la construction d'un fondement est plus importante que l'affichage des différences pour le développement du pays, à moins que l'on soit motivé par des utopies.

Une économie sociale-libérale au service des régions

Un exemple peut être donné dans le domaine de l'économie. En regardant le développement économique en Tunisie sous Ben Ali, on remarque surtout qu'il y avait beaucoup de bonnes entreprises qui n'ont été détruites que par le fait qu'une loi exigeait que 10% à 50% de leur capital soit dans les mains de l'Etat. La famille Ben Ali et surtout les Trabelsi ont su en profiter. Ce qui saute aux yeux c'est que la Tunisie a besoin en premier lieu d'un Etat de droit qui sache empêcher l'abus de pouvoir. Une fois assurés que la loi ne sera pas détournée, les entrepreneurs tunisiens et étrangers reprendront courage et investiront en Tunisie.

Le deuxième point sur lequel il n'y a aucun doute, c'est la nécessité d'investir et de développer les régions du sud et de l'intérieur du pays. Ici l'exemple de l'Allemagne, qui a su encourager un développement généralisé dans les zones urbaines et rurales, est plus prometteur que celui de la France, qui a poursuivi une politique centralisée, marginalisant les périphéries. Ce qui fait que la France aujourd'hui ressemble à une grande province interrompue de quatre ou cinq villes d'importance. Dans tout cela, l'écologie joue un rôle très important et ne doit pas être nécessairement considérée séparément.

La Tunisie était, au temps des Romains, le grenier de blé de l'empire. Aujourd'hui, elle doit importer du blé, du lait et de la viande. Les terres sont souvent trop salées, ce qui est souvent due à une fertilisation avec de l'engrais chimique et à un gaspillage d'eau douce. Ici, l'apport des experts en agriculture est fondamental.

En Allemagne, l'énergie renouvelable (vent, soleil, etc.) est à l'ordre du jour. Ceux qui seront capables de trouver les meilleures solutions pour remplacer l'énergie nucléaire ou l'énergie fossile tiendront leur avenir en main. Sur ce point, l'écologie peut devenir un aspect indispensable d'une économie de marché, qui ne doit pas être nécessairement ultra libérale mais aussi sociale ou sociale-libérale.

L'Etat, de son côté, sera tenu d'encourager les inventions, à aider les premiers financements porteurs et à développer l'infrastructure pour attirer des investisseurs dans les zones éloignées à l'intérieur du pays. Sans être un expert en économie, les premiers pas à entamer sautent à l'œil. Ici les forces doivent être réunies, surtout que le premier acte doit consister dans l'établissement d'une constitution forte et respectée par tous les courants du pays. C'est elle qui va offrir la base sur laquelle le pays va construire son avenir. Un avenir ouvert sur le monde, sur la prospérité, la tolérance et le savoir, et non un avenir qui renvoie le pays 1.400 ans en arrière.

C'est cette constitution qui va garantir un Etat de droit, la paix sociale, une civilité moderne, et non de nouvelles souffrances, indignations et sacrifices en vie humaine.

Par Dieu, s'il y a un pays qui soit capable d'amener sa révolution à son terme, c'est bien la Tunisie. Et aucun autre pays. Mais pour cela, il faudra garder la tête entre les épaules, surmonter les égoïsmes et se rassembler. Peut-être cela offrira-t-il une bonne occasion de réformer les partis et de les rendre plus démocratiques.

<http://www.woehler-khalfallah.de>